



Action Sociale : Prolongation du Black Friday !

Les représentants au CNAS (conseil national d'action sociale) étaient convoqués ce jour à un groupe de travail concernant l'avenir des délégations.

Il faisait suite à un rapport commandé par le Secrétariat Général sur le fonctionnement du réseau de l'action sociale (CNAS/CDAS/Délégations).

Sa parution retardée témoigne du manque d'indépendance de son auteure

Ce rapport, de ce fait partiellement malhonnête, a pour unique objectif la destruction de l'Action Sociale ministérielle, tout en dénigrant fortement les organisations syndicales au sein des CDAS (conseils départementaux d'action sociale)

Les représentants de l'administration n'ont même pas daigné répondre aux déclarations liminaires, qu'ils n'avaient d'ailleurs pas écoutées.

Le président a même précisé « que le groupe de travail n'est pas un lieu pour répondre ». A quoi servait donc ce groupe de travail si ce n'est à pré-valider un rapport établi « à façon » ?

Les représentants des organisations syndicales, ayant bien évidemment étudié le rapport, n'avaient certainement pas besoin d'une simple lecture commentée de celui-ci.

De plus, les préconisations du rapport sont déjà partiellement mises en place dans plusieurs départements (non renouvellement de délégués, incitation à réintégration dans les services pour d'autres, intérim par des délégations voisines, nouvelles missions déjà annoncées par certains correspondants Chorus, etc...).

Après une brève interruption de séance, et devant le mépris « macronien » affiché, les trois principales organisations syndicales (Solidaires Finances, CGT Finances et FO Finances) représentatives de 80 % des personnels ont donc décidé de quitter la séance.

Les représentants des Fédérations des Finances Solidaires/CGT/FO au CNAS